

DU 1^{er} JUILLET AU 31 OCTOBRE

PRÊT SCOLAIRE 0%
SAUF D'INTÉRÊT

Disponible en **24h**

PLUS DE SOUCIS
pour la rentrée scolaire de nos enfants.

Jusqu'à 5 mois du salaire net*

RDV EN AGENCE

CORIS BANK

*Cf. conditions générales

www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0718 du 1^{er} au 07 Septembre 2026 - Prix : 250 F CFA

SOMMET DE L'OCS 2026 :
Faure Gnassingbé ^{P.5}
représente le Togo
et l'Afrique à Bichkek



POLITIQUE-OPPOSITION-MEMORANDUM

Prof Aimé Gogué

Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson

Prof David Dosseh

P.2

PURE PRESTIDIGITATION

FOIRE MADE IN TOGO REGIONALE D'ANEHO

RENDEZ-VOUS DU 2 AU 6 SEPTEMBRE 2026



P.2

EDITO

SINCERITE, HONNETETE
ET LOYAUTE

Notre monde actuel est vraiment pourri. Toutes les bêtises y sont commises. Tous les coups bas ont pignon sur rue. Que dire de l'homme qui est au centre de toutes les actions de cette humanité ?

S'il faut formuler un vœu valable et utile pour nous tout au long de notre existence terrestre, c'est bien de nous inviter à la sincérité, à l'honnêteté et à la loyauté. Nous devons voir le monde dans lequel nous vivons autrement. Avec sincérité, honnêteté et loyauté.

Comme l'a si bien dit Albert Camus, " l'effort le plus épuisant de ma vie a été de juguler ma propre nature pour la faire servir à mes plus grands desseins ", retenons tout simplement que notre expérience de la vie est basée sur la façon dont nous voyons le monde. La même situation peut être perçue de manière différente par deux personnes différentes.

L'une peut voir une perte, l'autre une opportunité. L'une peut se sentir comme une victime, l'autre comme un créateur de changement. La première étape pour devenir qui on veut vraiment être dans la vie consiste à accepter le fait que la façon dont on voit le monde n'est peut-être pas la bonne.

Dans tous les cas, si on souhaite accomplir quelques choses de nouveau et apporter des changements significatifs à sa vie, il nous faudra de la discipline. Bien plus encore de la sincérité et de l'honnêteté.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : VISION

Tirage : 2500 exemplaires

FOIRE MADE IN TOGO REGIONALE D'ANEHO
RENDEZ-VOUS DU 2 AU 6 SEPTEMBRE 2026

La Commune des Lacs 1 est heureuse d'annoncer la tenue de la Foire Made in Togo régionale d'Aného, du 2 au 6 septembre 2026, sur la nouvelle plage aménagée à côté de l'hôtel Oasis à Aného.

L'événement est placé sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil, sous l'égide du Ministère de l'Economie et de la Veille Stratégique, Chargé du Commerce et du Contrôle de Qualité et l'organisation du Centre Togolais des Expositions et Foires CETEF Togo 2000.

" Cette manifestation, dont l'objectif majeur est de promouvoir les produits issus de notre terroir, constitue un soutien remarquable au développement des nouvelles filières locales, et un accompagnement aux jeunes entrepreneurs évoluant dans la transformation des produits locaux ", font savoir les autorités locales.

Selon la Commune des Lacs 1, cette foire s'inscrit dans le cadre de la célébration de la fête traditionnelle Epé-Ekpé, un moment majeur de valorisation du patrimoine culturel et de l'identité du peuple Guin. Pendant cinq jours, cette rencontre commerciale mettra à l'honneur le savoir-faire togolais, les produits fabriqués



localement, les entrepreneurs, artisans, producteurs et transformateurs du Togo.

Au-delà de l'exposition et de la commercialisation des produits Made in Togo, cette initiati-

ve constitue une belle opportunité de promouvoir l'économie locale, de soutenir les acteurs du secteur privé et de renforcer l'attractivité d'Aného. La Commune des Lacs 1 invite les populations,

visiteurs, entrepreneurs et amoureux du Made in Togo à venir nombreux découvrir, consommer et célébrer les richesses de notre terroir.

ENVIRONNEMENT

Un nouveau projet de code forestier adopté par le gouvernement

Réuni ce mercredi 26 août 2026, sous la présidence de Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil, le Conseil des ministres a adopté le projet de loi portant code forestier.

Face à l'évolution des enjeux liés à la gestion durable des ressources naturelles, aux changements climatiques et à la préservation de la biodiversité, il est apparu nécessaire de procéder à



Publiez vos marchés publics et Appels d'offre sur la plateforme web dont voici le lien web :
marchespublicstogo.com

la révision de la loi portant code forestier, afin de renforcer le cadre juridique du secteur, et de mieux concilier la protection du patrimoine forestier, avec les impératifs de développement local et de résilience climatique, en cohérence avec les engagements internationaux du Togo.

Le projet de loi introduit plusieurs innovations majeures,

notamment en matière de gouvernance et de participation des acteurs locaux à la gestion des ressources forestières.

Il redéfinit les catégories du domaine forestier national et harmonise leurs modalités de gestion, tout en renforçant la participation des collectivités territoriales. Il accorde une

Suite de à page 3

POLITIQUE-OPPOSITION-MEMORANDUM

PURE PRESTIDIGITATION

En quête de repères et sur tout, en mal de sensation, une certaine classe politique de l'opposition a rendu public la semaine dernière, un mémorandum pour une supposée sortie de crise, à la suite de l'arrêt de la Cour de Justice de la CEDEAO en date du 29 Janvier 2026. Comme s'il y a une crise politique au Togo au moment où les institutions républicaines fonctionnent normalement et se revigorent naturellement.

Une sortie politique qu'on doit plutôt analyser sous l'angle de jeu " politique " de la part d'une opposition qui a une envie forte et pressée de manifester sa présence et d'exister dans le débat public. Mémorandum du 25 août 2026 : une opposition en quête de raccourcis pour espérer avoir le pouvoir.

Par @Crédo TETTEH

Mémorandum du 25 août 2026 : une opposition en quête de raccourcis pour espérer avoir le pouvoir

A parcourir la dizaine de pages du fameux mémorandum, on se rend aisément compte que cette branche de l'opposition, porteuse de ce document réchauffé, découlant de vieux discours et de vieilles stratégies improductives, est éperdument à la recherche de raccourcis pour espérer avoir le pouvoir.

Les signataires du mémorandum prétendent toujours contester la nouvelle architecture institutionnelle, qui consacre depuis le 6 mai 2024, la Cinquième République. En produisant ce mémorandum donc, ils espèrent tout simplement obtenir une transition politique, synonyme de raccourcis pour gravir les échelons.

Un Mémorandum qui illustre une succession d'échecs d'une opposition

Le contenu du précieux sésame d'une opposition qui tente depuis des mois de créer artificiellement un climat, qui n'a pas de réalité sur le terrain, illustre clairement leur succession d'échecs.

Une opposition qui peine toujours à s'organiser pour, non seulement espérer une victoire par les urnes mais qui surtout, se préoccupe de miettes politiques et montre à la face du monde qu'elle se professionnalise au contraire dans les improvisations et l'a-

mateurisme. Se comportant au gré du vent et se mouvant au gré des saisons.

Intoxiquer et manipuler l'opinion à partir de l'arrêt de la Cour de justice de la Communauté-CEDEAO

Aujourd'hui, il est clair que l'opposition s'accroche à un arrêt de la Cour de Justice de la CEDEAO qui, en réalité, ne remet nullement en cause la 5è République, ni les institutions progressivement mises en place.

L'instrumentalisation de cette décision vise tout simplement à jeter du discrédit sur un processus constitutionnel en cours, qui voit les Institutions de la République s'établir dans les règles de l'art. C'est également l'expression d'une volonté de transformer l'arrêt de la Cour de justice de la CEDEAO sur la réforme constitutionnelle de 2024 en point de départ d'une sortie de crise. Or, il n'y a aucune crise politique au Togo, si ce n'est justement dans les esprits de ses signataires et auteurs. Qui apparemment s'essayent à la prestidigitation pour mieux se définir.

La réforme constitutionnelle de 2024, au cœur du mémorandum

Il sied de préciser que c'est la réforme constitutionnelle de 2024 qui constitue le cœur de l'argumentaire de la coalition. Ils contestent toujours la Cinquième République, tout en profitant et interprétant à leur guise l'arrêt de la Cour de justice de la CEDEAO, comme une base juridique à la contestation de la nouvelle architecture institutionnelle



Prof David Dossey



Mme Brigitte Adjmagbo-Johnson



Prof Aimé Gogué

togolaise.

Dans cette optique, les porteurs de ce mémorandum continuent, à leur manière, de revendiquer le retour à la Constitution de 1992, pour en fait ouvrir la voie à une période de transition politique.

A les écouter déblatérer des choses, le profane en politique croirait que cette classe de l'opposition fait des émules. Au contraire, elle démontre une fois encore à la face du monde qu'elle n'a rien à se mettre sous la dent et qu'elle se comporte à l'image d'une boussole ou d'une girouette.

L'essentiel n'est-il pas de continuer à exister pour professionnaliser le milieu de l'opposition, dont la plupart des acteurs n'ont plus d'autres occupations et naviguent à longueur de journée sur les réseaux sociaux, cherchant de quoi s'offusquer comme pour dire aux Togolais, souvenez-vous de nous, nous continuons d'exister pour vous ?

Triste réalité pour la classe politique de l'opposition togolaise qui ne veut pas se rendre à l'é-

veil que la République est en marche et que la Constitution de 2024 fait son bonhomme de chemin, malgré le fait que certains d'entre eux en jouissent déjà à gorge déployée, mais sans avoir le minimum de courage pour l'assumer. On serait dans un film western qu'on les aurait qualifiés de " lâches ". Mais comme ils ont toujours privilégié le domaine de la comédie théâtrale, on peut, sans grand risque de se tromper, les assimiler à des prestidigitateurs de saisons tellement ils s'y prennent même très mal et ainsi présentent à l'opinion qu'ils ne valent pas grande chose.

Quelle ingénieuse idée d'une classe de l'opposition et de sa société civile de créer de toutes pièces l'idée d'une crise politique au Togo et d'en décréter, du coup, une transition politique afin " de restaurer l'ordre constitutionnel et d'engager les réformes institutionnelles, jugées nécessaires " ? Ne vivent-ils pas sur les nuages pour estimer que le Togo connaît actuellement une crise politique ?

Est-ce avec cette mouture qu'ils espèrent " la mobilisation

citoyenne " pour un " retour à l'ordre constitutionnel " ? Surtout qu'en leur sein, ils ne partagent pas tous les mêmes stratégies et se font la guerre en silence et parfois de tranchées ? En lançant un appel à la communauté internationale à intervenir dans un processus de retour à " l'ordre constitutionnel normal ", n'est-ce pas montrer leurs propres limites et leur improductivité notoire ?

Somme toute, l'opposition togolaise en général, et celle particulièrement qui porte le fameux mémorandum, est en pleine crise d'existence et de crédibilité.

Dans un premier temps, elle doit plutôt chercher à se rendre propre, ensuite travailler à inculquer une éducation civique à leurs militants, et enfin rendre toujours compte de ses actions à leurs militants de saisons, avant toute invective à l'encontre du pouvoir en place. Le porc dans une porcherie peut-il se prévaloir d'avoir fait une séance de make-up ou de soins de visage ? On ne parle même pas encore de pédicure et de manucure **politiques**.

ENVIRONNEMENT

Un nouveau projet de code forestier adopté par le gouvernement

Suite de la page 2

place accrue aux populations riveraines, à travers leur consultation et la prise en compte de leurs droits, usages et intérêts légitimes, notamment dans les procédures de classement des forêts.

Il consacre également les principes d'accès aux ressources génétiques et de partage juste et équitable des avantages qui en découlent, renforce le contrôle forestier et la lutte contre le braconnage, le trafic des espèces sauvages et les

autres infractions forestières.

Il prévoit enfin des mécanismes d'incitation en faveur de l'agroforesterie, de l'investissement privé et de la transition énergétique, afin de réduire la pression exercée sur les ressources forestières. Cette réforme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des politiques nationales de reboisement, de restauration des paysages et de gestion durable des aires protégées.

Dans les détails, il est indiqué que le texte introduit plu-

sieurs innovations majeures. Il redéfinit les catégories du domaine forestier national et harmonise leurs modalités de gestion, en donnant une place accrue aux collectivités territoriales et aux populations riveraines. Celles-ci seront désormais consultées et leurs droits et usages pris en compte dans les procédures de classement des forêts. Le projet consacre aussi le principe d'accès aux ressources génétiques et de partage équitable des avantages qui en découlent.

La loi renforce le contrôle forestier et la lutte contre le braconnage, le trafic des espèces sauvages et les autres infractions. Elle prévoit des mécanismes d'incitation pour l'agroforesterie, l'investissement privé et la transition énergétique, afin de réduire la pression sur les ressources forestières. Cette réforme s'inscrit dans les politiques nationales de reboisement, de restauration des paysages et de gestion durable des aires **protégées**.

Zozo

FOURNITURE DE L'ÉLECTRICITÉ : LA CEET ANNONCE DES PERTURBATIONS JUSQU'AU 21 SEPTEMBRE 2026



Des interruptions ponctuelles de la fourniture d'électricité risquent de toucher plusieurs quartiers et localités du pays, jusqu'au 21 septembre prochain. L'annonce a été faite par la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) via un communiqué en date du 27 août 2026.

En raison de travaux de maintenance préventive programmés, prévue du 28 août au 21 septembre 2026, au niveau sous-régional sur les équipements de la West African Gas Pipeline Company (WAPCo), la CEET annonce des perturbations dans la fourniture du courant électrique.

Ces travaux majeurs sur le réseau énergétique sous-régional, va entraîner une interruption de l'approvisionnement en gaz naturel destiné aux centrales thermiques.

Cette baisse d'approvisionnement impacte directement deux leviers essentiels du réseau togolais, notamment la production des centrales électriques thermiques basées sur le territoire national, et les volumes d'électricité importés depuis les pays voisins.

Dans l'optique de minimiser les désagréments pour les ménages et les entreprises, la Compagnie publique dit ajuster sa stratégie de production. La CEET fait ainsi le "choix de recourir, sur cette période, aux combustibles liquides plus onéreux plutôt que de réduire davantage l'offre disponible".

Malgré la mobilisation de ces alternatives coûteuses, la CEET précise que les perturbations ne pourront pas être entièrement évitées durant cette période transitoire.

Ainsi, pour protéger vos équipements électroniques et électroménagers contre les variations de tension, la Compagnie recommande de débrancher vos appareils dès le début d'une coupure, et ne les rebrancher qu'une fois la fourniture d'électricité stabilisée.

En service depuis 2008, le Gazoduc d'Afrique de l'Ouest (WAPCo) reste l'infrastructure clé pour l'intégration et la sécurité énergétique des pays de la sous-région.

@macite.tg

NECROLOGIE : SOUVENEZ-VOUS DANS VOS PRIÈRES DE NABEDE LADJAMIE (52 ANS) RAPPELÉ À DIEU LE 09 AOÛT 2026



"Dieu a donné, Dieu a repris !". La famille NABEDE est inconsolable. NABEDE Ladjamie, affectueusement appelé "Tchamie" a quitté le monde des vivants, le dimanche 09 août 2026 au CHU de Kara. Il n'avait que 52 ans. Voici le programme des obsèques

Vendredi 04 Septembre 2026 : 18h30 : Veillée-messe de prières et de chants à Kara en la paroisse Christ Sauveur de Tomdè
Samedi 05 Septembre 2026 : 06h00 à 08h00 : Chapelle ardente et exposition du corps au domicile du Général NABEDE à Kara Tomdè

08h30 à 9h30 : Messe d'enterrement en la Chapelle Sainte-Anne de Lama-Bou Féou suivie de l'inhumation au cimetière catholique du village.

Dimanche 06 Septembre 2026 : De 08h00 à 09h30 : Messe d'action de grâces en la paroisse Christ Sauveur de Kara Tomdè.
NB : Les salutations d'usage seront reçues sur le parvis de l'église. Puisse l'Eternel des Armées accueillir son serviteur auprès de Lui, dans le Royaume Céleste, et que brille à ses yeux la lumière sans déclin.

@macite.tg

FABLABS ET CENTRES REGIONAUX D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (CRIT) : NOUVELLES ÉTAPES DANS LA TRANSFORMATION DE L'ÉCOLE TOGOLAISE

Bientôt, la rentrée scolaire. Les acteurs du système éducatif, chacun de son côté, se prépare activement. Du côté des autorités en charge de l'éducation nationale, on annonce des nouveautés : la création des centres régionaux d'innovation technologiques (CRIT) qui vont abriter des fablabs devant permettre aux élèves d'apprendre autrement les sciences et les préparer aux défis technologiques de demain.

En implantant les CRIT et les FabLabs dans les différentes régions, le Gouvernement entend faire de l'innovation un levier accessible aux jeunes, quel que soit leur lieu de résidence. L'objectif est clair : permettre que l'innovation ne soit plus le privilège de Lomé, mais une opportunité pour les jeunes de toutes les régions. L'ambition : faire de l'école togolaise de demain, le premier laboratoire où naissent les solutions technologiques du pays.

Pour ce faire, 101 Fabmanagers, issus du dernier concours national de recrutement des enseignants fonctionnaires, sont formés tout au long de ces vacances.

Désormais familiarisés avec les outils, les équipements et les méthodes nécessaires à l'animation des laboratoires, les Fabmanagers sont considérées comme de véritables chevilles ouvrières de l'écosystème éducatif national d'innovation.



La table d'honneur

vation.

À la croisée de l'éducation, du numérique et de l'innovation, leur mission sera d'accompagner les élèves au sein des FabLabs éducatifs, qui seront déployés dans les collèges et les lycées scientifiques, et des Centres régionaux d'innovation technologique (CRIT).

Au ministère de l'éducation nationale, on affirme que les FabLabs permettront aux élèves de passer de la théorie à l'expérimentation. " Programmation, robotique, intelligence artificielle, Internet des objets, impression 3D ou encore expériences scientifiques pourront être mobilisés pour donner une dimension pratique aux enseignements reçus en classe ", indique-t-on. Ainsi, l'élève ne sera plus seulement appelé à retenir une formule ou à comprendre un principe scientifique. Il

pourra l'observer, le manipuler, l'expérimenter et, surtout, tenter d'en faire quelque chose.

C'est précisément cette philosophie que résume le ministre Omorou lorsqu'il affirme : " Un FabLab, ce n'est pas un ensemble d'imprimantes 3D, c'est avant tout une âme, un état d'esprit. C'est aussi un lieu d'apprentissage, d'expérimentation, de prototypage, de créativité et d'innovation ".

Au-delà de la réforme pédagogique, le déploiement des FabLabs traduit une ambition plus large. Il s'inscrit dans la vision gouvernementale qui fait de la transformation numérique, de l'innovation technologique et du capital humain des leviers majeurs du développement de notre nation.

Dès lors, l'enjeu est de préparer une jeunesse capable de participer pleinement à la révolution techno-

logique. " Notre jeunesse ne sera plus une jeunesse consommatrice de technologies importées. Elle sera une jeunesse créatrice, productrice de solutions made in Togo ", a déclaré le ministre.

Selon la vision, ces laboratoires constituent de véritables pépinières de talents. Un élève pourra partir d'une idée, expérimenter, fabriquer un prototype et, pourquoi pas, transformer son innovation en projet entrepreneurial. Le ministre résume cette ambition en une formule forte : " Nous passerons de l'idée au prototype, du prototype à l'entreprise, et de l'entreprise à l'emploi pour nos jeunes ".

En définitive, la formation des 101 Fabmanagers ne constitue donc pas une simple activité de renforcement de capacités. Elle marque une nouvelle étape dans la transformation de l'école togolaise : une école qui ne cherche plus uniquement à transmettre des connaissances, mais à faire naître des vocations, développer des compétences et encourager la création de solutions.

Les premiers résultats de cette transformation pourraient bientôt se lire dans les inventions d'un élève, les prototypes d'un jeune innovateur et, peut-être, dans la prochaine grande solution technologique " made in Togo ". C'est là que se jouera véritablement le pari des **FabLabs**.

CUISSON PROPRE AU TOGO : 4,8 milliards FCFA pour un projet pilote

La cuisson propre désigne les technologies et des combustibles modernes pris comme alternative durable à l'utilisation du bois de chauffe et du charbon de bois. Ces solutions permettent de réduire l'émission de fumées nocives au climat, d'améliorer la santé publique, de protéger l'environnement et de créer des emplois verts.

cuisson par gaz, la cuisson électrique, l'usage des foyers améliorés et le financement des projets liés au crédit carbone.

Au Togo, l'usage traditionnel du bois et du charbon a longtemps contribué à la destruction des ressources forestières, à la dégradation de la biodiversité et aux effets négatifs du changement climatique. Pour inverser cette tendance,



Photo de famille

Au Sommet sur la Cuisson propre en Afrique en 2024 à Paris, le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, avait appelé à la promotion de meilleures pratiques de cuisson et à améliorer leurs conditions énergétiques. Pour rompre avec l'usage du bois de chauffe et du charbon de bois, il a recommandé la vulgarisation accrue de la

le Gouvernement a autorisé l'expérimentation de l'utilisation des foyers améliorés, une des technologies de cuisson propre. Chaque mois, environ 2.000 ménages ont pu bénéficier de l'utilisation avec succès de cette technologie et se détourner progressivement du bois de chauffe.

Les résultats sont probants :

près de 107.000 foyers des régions Maritime, des Plateaux et de la Centrale en sont aujourd'hui bénéficiaires. Dans ces zones, les familles constatent une baisse des dépenses énergétiques, une amélioration de la qualité de l'air domestique et une réduction drastique de la pression sur les forêts. Ces réussites locales démontrent que la cuisson propre n'est pas une utopie, mais une solution concrète et durable.

Un protocole d'accord pour l'extension nationale

Afin d'étendre cette technologie aux régions restantes, le Gouvernement, représenté par le ministre de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique, en sa qualité d'Autorité nationale désignée, a signé à Lomé un protocole d'accord avec les sociétés Valor Carbon Ltd, Valitera Pte Ltd et Arborify SA.

Ce partenariat stratégique vise à développer un projet pilote d'investissement pour l'extension du programme de foyers de cuisson améliorée. Le ministre a souligné que " ce protocole marque le lancement d'une opération pilote d'envergure. Il ne s'agit pas d'un simple accord financier, mais d'une action concrète de terrain qui transforme

un essai réussi. Elle protège nos forêts, améliore la santé et le quotidien de millions de ménages". Le projet bénéficie du soutien financier d'une banque d'investissement américaine, preuve de la confiance réservée aux efforts du Togo en matière de protection de l'environnement.

Des moyens financiers à la hauteur des ambitions

Concrètement, les gestionnaires s'engagent à déployer un capital de 8,5 millions USD, (soit plus de 4,8 milliards FCFA), pour assurer la mise en œuvre du programme pilote. Les bénéfices attendus sont multiples : préserver la santé publique, en réduisant l'exposition aux fumées nocives, freiner la déforestation, protéger la biodiversité et réduire les effets négatifs du changement climatique.

Le projet est prévu pour être étendu sur tout le territoire national jusqu'en 2032, avec une possibilité d'extension jusqu'en 2037. Cette alliance stratégique ouvre la voie à une transformation durable des pratiques de cuisson au Togo. Elle illustre la volonté du pays de concilier développement social, croissance économique, protection de l'environnement et lutte contre le changement **climatique**.

INVESTISSEMENT MASSIF DANS LES COMPETENCES

Une orientation stratégique assumée du gouvernement

Aucun progrès structurel n'est durable sans investissement massif dans les compétences. Le gouvernement togolais l'a compris et le transpose dans les faits depuis quelques années déjà. Pour la Banque mondiale aussi, la transformation économique d'un pays repose d'abord sur la qualité de son capital humain.

En juin 2026, le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest, Ousmane Diagana, a indiqué qu'aucun pays n'a réussi sa transformation sans avoir massivement investi dans son capital humain et aligné les compétences sur les besoins du secteur productif.

" L'investissement dans les compétences de base est essentiel, car il détermine la capacité d'apprentissage tout au long de la vie. Cela nécessite de renforcer l'éducation dès la petite enfance et d'améliorer la qualité des apprentissages. Il est également nécessaire d'opérer un véritable changement dans la formation professionnelle, en plaçant le partenariat avec le secteur privé au cœur du système de formation ", a-t-il souligné.

Il est évident que la croissance ne dépend pas uniquement des infrastructures ou des investissements matériels, mais aussi de la



Des élèves

capacité d'une population à produire, innover et s'adapter. Dans cette perspective, le capital humain devient un actif stratégique, au même titre que les ressources naturelles ou les infrastructures économiques.

En plaçant le capital humain au cœur de la transformation économique, engagée par le Togo, le gouvernement togolais conforte ainsi une orientation stratégique assumée. Fiscalité, zones économiques spéciales, énergie, agriculture, foncier : autant de domaines dans lesquels les évaluations internationales et les indicateurs de performance commencent à refléter une dynamique de transformation progressive. Dans un environnement régio-

nal souvent confronté à des contraintes structurelles persistantes, cette évolution confère au pays une visibilité particulière.

Les réformes observées dans la fiscalité, la modernisation des zones économiques spéciales, les investissements dans le secteur énergétique, la transformation agricole et les ajustements du cadre foncier témoignent d'une volonté de structuration de l'économie.

Ces chantiers, souvent techniques mais déterminants, constituent les fondations sur lesquelles repose la capacité d'un pays à attirer les investissements, créer des emplois et améliorer les conditions de vie. Le fait qu'ils soient désormais cités dans des évaluations

internationales traduit une évolution du regard porté sur la trajectoire togolaise.

L'un des points centraux du message réside dans la nécessité de réformer en profondeur les systèmes éducatifs et de formation. Le diagnostic est clair : sans compétences de base solides, il devient difficile de construire une économie capable de s'adapter aux mutations technologiques et aux exigences du marché du travail.

Cela implique de renforcer l'éducation dès la petite enfance, d'améliorer la qualité des apprentissages et de repenser la formation professionnelle. Cette dernière s'inscrit désormais dans une logique de partenariat étroit avec le secteur privé, afin de mieux aligner les compétences formées avec les besoins réels de l'économie. Ainsi, la formation cesse d'être un simple passage académique pour devenir un outil direct d'employabilité et de productivité.

La mise en avant du capital humain, comme moteur de transformation, place le Togo dans une logique de long terme. C'est précisément ce lien que souligne la Banque mondiale : sans investissement massif dans les compétences, les ambitions de transformation risquent de rester **incomplètes**.

POLITIQUES PUBLIQUES : Moins d'annonces, plus de réalisations concrètes

Le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, est formel : " Une ambition élevée ne suffit pas, elle doit être confrontée aux conditions réelles de mise en œuvre ". Dans les politiques publiques, les ambitions élevées occupent souvent une bonne place dans les discours. Mais elles ne produisent des changements durables que lorsqu'elles survivent à l'épreuve du terrain.

La conviction porte une certaine conception du développement : celle qui considère qu'un objectif, aussi ambitieux soit-il, ne vaut que par sa capacité à devenir concret dans la vie des populations. Appliquée à la lutte contre la pauvreté et les différentes formes de vulnérabilités, cette approche montre un déplacement du regard. L'enjeu n'est plus uniquement d'annoncer des transformations, mais de construire les conditions permettant leur réalisation effective.

Du projet politique au changement mesurable

La pauvreté est rarement le résultat d'un seul facteur. Elle résulte souvent d'un enchevêtrement de difficultés : revenus limités, accès insuffisant aux soins, fragilité des infrastructures, difficultés d'accès à l'éducation, vulnérabilité alimentaire ou encore faible accès aux opportunités économiques.

Dans ce contexte, lutter contre la pauvreté implique davantage qu'une



politique sectorielle isolée. L'idée contenue dans cette déclaration consiste justement à reconnaître que le développement ne progresse pas uniquement grâce aux objectifs affichés, mais grâce à la capacité de les traduire en programmes réalisables, financements mobilisés, institutions capables d'agir et mécanismes de suivi. Autrement dit, la réussite dépend autant de la qualité de l'ambition que de sa capacité d'exécution.

Une logique visible dans plusieurs actions engagées

Sur le plan social, le renforcement progressif des dispositifs de protection et l'élargissement de certains services essentiels traduisent une volonté de réduire directement les vulnérabilités.

Dans le domaine sanitaire, les efforts consacrés à l'amélioration de la couverture vaccinale, au renforce-

ment de la prise en charge de certaines maladies et au déploiement de nouveaux programmes de santé publique, comme l'assurance maladie universelle (Amu), s'inscrivent dans une logique d'accès plus large aux soins.

Sur le plan éducatif, les investissements dans les infrastructures scolaires, l'amélioration de l'accès à l'enseignement et le renforcement des capacités du système éducatif cherchent à agir sur l'une des causes structurelles de la pauvreté : la faiblesse du capital humain.

L'agriculture, qui demeure un secteur important de revenus pour une grande partie des populations, a également fait l'objet de politiques, orientées vers la productivité, la transformation et la résilience.

À cela s'ajoutent les investissements dans les infrastructures, l'énergie, l'accès aux services publics et les

mécanismes visant à renforcer l'activité économique. L'idée générale reste constante : créer des conditions permettant aux ménages de mieux résister aux chocs et de construire davantage d'autonomie économique.

Pourquoi cette approche peut compter dans la durée

Confronter les ambitions aux réalités oblige aussi à accepter certaines contraintes. Toutes les réformes ne produisent pas leurs effets immédiatement. Certaines nécessitent plusieurs années avant de modifier durablement les indicateurs sociaux.

Cette approche implique donc des arbitrages : sélectionner les priorités, organiser les ressources disponibles, mesurer les résultats et ajuster les politiques, lorsque les effets attendus ne sont pas au rendez-vous. Elle repose également sur une idée plus exigeante : le développement ne se décrète pas. Il se construit progressivement, à travers des choix cohérents, des investissements répétés et une capacité à corriger les écarts entre les objectifs annoncés et les réalités observées.

Au fond, la conviction exprimée par Faure Gnassingbé renvoie à une distinction essentielle entre intention et transformation. L'intention fixe une direction. La transformation exige des institutions capables d'agir, des ressources mobilisées et des résultats **perceptibles**.



AVE/CANTON D'ANDO : TOGBUI KODJO AGBÉKO ATSAKPA TENGUE IV A REÇU SON DÉCRET DE RECONNAISSANCE...

La communauté Ando, dans la préfecture de l'Avé, a vécu un moment inoubliable, le vendredi 28 août 2026. Togbui Kodjo Agbékou Atsakpa Tengue IV, a été officiellement reconnu chef du canton d'Ando. Il a reçu son décret de nomination, au cours d'une cérémonie solennelle, à Ando-Fémé, chef-lieu dudit canton, présidée par le Gouverneur de la région Maritime, Tairou Baghiègue, en présence du préfet de l'Avé, Awu Kossi, des maires des communes d'Avé1 et d'Avé2, des cadres de la préfecture, des autorités traditionnelles du Togo et du Ghana. C'est dans une ambiance de fête que la communauté Ando, avec ses 65 Villages et fermes, érigée en canton par décret N° 2010-100/PR du 04 Août 2010, s'est résolue à accueillir dans la ferveur populaire, leur premier chef-canton du nom de Togbui Kodjo Agbékou Atsakpa Tengue IV. Après seize années d'incompréhension liée au droit de succession, l'unanimité a été faite autour du nouvel élu qui, officiellement reçu, des mains du Gouverneur de la région Maritime, son décret de reconnaissance de la désignation par voie coutumière, et le drapeau national, symbole de la République.

Togbui Kodjo Agbékou Atsakpa Tengue IV a été officiellement installé à la tête du canton d'Ando, par le Conseil des chefs traditionnels de la préfecture de l'Avé, en présence du président des chefs traditionnels de la région Maritime, et chef-canton de Bé, Togbui Adéla Aklassou IV. Ils ont, tour à tour, rappelé au nouveau chef-canton sa mission, celle d'être au service de sa communauté dans un esprit de rassembleur, d'homme de paix, tout en valorisant les us et coutumes dont il est le premier garant.

Le gouverneur de la région Maritime, en remettant le document, a invité le récipiendaire à exercer sa mission avec sagesse, humilité, intégrité et loyauté, ceci dans le respect des lois et des institutions de la République.

En effet, " (...) l'ayant droit désigné dans le respect de la tradition et surtout en conformité avec les lois et règlements régissant le domaine dans notre pays ", a souligné Togbui Akoussa Avoga Komi VII, du Conseil des chefs traditionnels de l'Avé. Il a invité le nouveau chef du canton à " agir en digne fils du milieu ", œuvrant pour la coordination, entre autres, " les actions des structures communautaires pour le développement harmonieux de tout l'espace géographique de son ressort territorial ".

Tout en exprimant sa gratitude au Président du Conseil, Faure Essozima Gnassingbé, pour sa politique de valorisation de la coutume et des autorités locales et traditionnelles, Togbui Kodjo Atsakpa Tengue IV a salué la mobilisation des populations d'Ando et pour leur confiance placée en lui. Le nouveau chef du canton d'Ando a promis d'exercer sa mission avec responsabilité, humilité et disponibilité pour le développement et au bien-être de toute la communauté (...)

@macie.tg

RENOUVELLEMENT DES BOURSES 2026-2027 : LES ÉTUDIANTS INVITÉS À SOUMETTRE LEURS DOSSIERS



Les étudiants togolais boursiers à l'étranger, éligibles au renouvellement de leur bourse au titre de l'année universitaire 2026-2027, sont invités à transmettre leurs dossiers à la Direction des Bourses et Stages (DBS). L'annonce, faite le jeudi 27 août par le ministère de l'enseignement supérieur via un communiqué, concerne à la fois les boursiers du gouvernement togolais et ceux de la coopération. Les soumissions s'effectuent en ligne au plus tard le vendredi 23 octobre 2026.

" Tout refus délibéré de satisfaire à cette demande entraîne la suspension, voire la suppression de la bourse ", a précisé le ministère.

Source : @Republique togolaise.com

SOMMET DE L'OCS 2026

Faure Gnassingbé représente le Togo et l'Afrique à Bichkek

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, participe, dès ce 31 août 2026, au 26ème sommet de l'OCS à Bichkek. Placé sous le thème " 25 ans de l'OCS : ensemble pour une paix durable, le développement et la prospérité ", ce rendez-vous de haut niveau, rassemble les dirigeants d'Eurasie. Faure Essozimna Gnassingbé y prend part pour faire entendre la voix du Togo et du continent africain.



Aux côtés de l'Égypte, le Togo figure parmi les deux seuls pays africains invités à cette rencontre de haut niveau, qui entend contribuer aux échanges sur les grands enjeux de la gouvernance mondiale. Ce positionnement témoigne de la reconnaissance internationale accordée à la diplomatie togolaise et à son engagement en faveur du multilatéralisme et du Sud Global.



Quelques temps forts de la participation de la délégation togolaise au 26è sommet de l'OCS à Bichkek

Au menu de ce sommet mondial, plusieurs thématiques majeures, portant sur la sécurité et stabilité, via la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la cybercriminalité ; l'économie et finance à travers le développement de la connectivité, infrastructures et mise en place d'une architecture financière indépen-

dante ; et les enjeux régionaux, via des exposé sur la situation sécuritaire et humanitaire en Afrique de l'Ouest par le Togo, en quête de solutions durables.

Une diplomatie togolaise tournée vers l'Eurasie

Cette participation du Togo à

ce rendez-vous eurasien, s'inscrit dans la stratégie de diversification des alliances du pays de Faure Gnassingbé, qui entretient déjà d'étroits partenariats avec des puissances clés, comme la Chine, la Russie et l'Inde.

Elle ouvre également la voie à

un rapprochement entre l'OCS et l'Union africaine (UA), autour d'intérêts économiques et sécuritaires partagés. Une nouvelle dynamique fondée sur le dialogue et la promotion des intérêts communs entre les pays d'Asie et d'Afrique partageant les valeurs

et les idéaux de l'organisation. Créée en 2001, l'OCS rassemble une dizaine de membres, en vue de promouvoir la paix régionale et de bâtir un ordre international juste, rationnel et équilibré.

@macite.tg

COMMUNIQUE DE L'OFFICE
TOGOLAIS DES RECETTES

RELATIF AUX DEPOTS DES DOSSIERS
DE PLANS PARCELLAIRES EN LIGNE

N° 005/2026/OTR/CG/CI/DCCF

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des usagers de la Direction du Cadastre et de la Conservation Foncière (DCCF) en général et de l'Ordre des Géomètres du Togo (OGT) en particulier, qu'à compter du 17 août 2026, les dossiers de plans parcellaires devront dorénavant être transmis en version numérique au Guichet Foncier Unique à travers le site internet de l'OTR (www.otr.tg).

Le Commissaire Général remercie tous les partenaires et compte sur la collaboration de tous pour la réussite de cette réforme.

Fait à Lomé, le 14 août 2026

Le Commissaire Général
Yawa Djigbodi TSEGAN

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
Email : otg@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

COMMUNIQUE DE L'OFFICE
TOGOLAIS DES RECETTES

N° 004/2026/OTR/CI/DGE

PERCEPTION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE (TPU)
DES TRANSPORTEURS ROUTIERS

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers communément appelée « trimestre » que la perception de ladite taxe au titre du deuxième trimestre 2026 se poursuit conformément aux dispositions de l'article 57 du Livre des Procédures Fiscales.

Les contrôles du paiement de ladite taxe débutent pour compter du 10 août 2026 sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 06 août 2026

Le Commissaire Général
Yawa Djigbodi TSEGAN

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
Email : otg@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Mani Services & Business

Une **entreprise multisectorielle** engagée pour le développement économique et la **création d'emplois durables** au Togo.

Découvrez nos
SERVICES

SERVICES D'ENTRETIEN & NETTOYAGE 

COMMERCE GÉNÉRAL, IMPORT-EXPORT 

ÉVÉNEMENTIEL & SERVICE TRAITEUR 

LE BAR LOCAL EST L'UNE DE NOS SPÉCIALITÉS

Legbassito Ahonkpoè
Agoè – Nyive 

 **CONTACTEZ-NOUS**

+ 228 72 05 88 88 / 97 08 90 80
maniservicesbusiness@gmail.com

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
0%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

